**RAPPORT-SYNTHESE DE SUIVI DU PROCESSUS DE
L'APPLICATION DES LEGISLATIONS FORESTIERES ET LA
GOUVERNANCE EN AFRIQUE (AFLEG):
CAS DE L'AFRIQUE CENTRALE**

**Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, République Centrafricaine, République
Démocratique du Congo**

Cléto Ndikumagenge, Thomas Fondjo, Kenneth Angu Angu

**Cette analyse a été accomplie avec des fonds fourni en partie par l'Union Européenne et le
Programme de Partenariat Banque Mondiale-Pays Bas.**

Abréviations

AFLEG	Application des lois forestières et la Gouvernance en Afrique
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
COMIFAC	Commission des Forêts d'Afrique Centrale
OAB	Organisation Africaine du Bois
OIBT	Organisation Internationale des Bois Tropicaux
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
TVA	Taxe sur la Valeur ajoutée
UE	Union Européenne
WWF	World Wildlife Fund

1. Introduction Générale

1.1. Données générales: présentation du secteur forestier et faunique

Couvert végétal et richesse biologique

Le domaine forestier des six pays membres de la COMIFAC ayant souscrit à la Déclaration Ministérielle AFLEG (Cameroun, Burundi, Gabon, Congo-Brazzaville, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine) se caractérise par une très grande diversité floristique et faunique et constitue l'un des plus grands foyers d'endémisme dans le monde.

Les formations forestières dans cette sous-région vont de la forêt dense humide sempervirente à la savane humide et sèche en passant par une végétation diversifiée. On y dénombre entre autres: les mangroves, les forêts inondées et marécageuses, les forêts du bassin côtier; les forêts de montagne, les forêts des plateaux, les forêts dégradées, les steppes, les savanes, etc. Cette variabilité d'écosystèmes constitue le reflet de la variété phytogéographique qui a doté la région d'un patrimoine forestier unique en Afrique et dans le monde.

Quelques chiffres de la couverture forestière de la sous région sont assez illustratifs:

- La RDC compte 150 millions d'hectares de forêts répartis en forêts denses, forêts claires et formations arbustives. Elle abrite la moitié des forêts denses humides d'Afrique. Le pays compte 5 sites du patrimoine mondial à savoir : les parcs nationaux de Virunga, de la Garamba, de Kahuzi – Biega et de la Salonga ainsi que la réserve de faune à Okapi .Elle renferme d'immenses ressources naturelles qui la placent dans la catégorie des pays à « méga – biodiversité » . La faune de la RDC est extrêmement variée et comprend 54.1% des espèces inventoriées en Afrique. Dans l'ensemble, la Cuvette Centrale héberge 16 espèces endémiques des primates et 109 espèces de mammifères. Le pays compte environ 1086 espèces d'oiseaux dont environ 36 % sont endémiques et vivent principalement dans les forêts de montagne et de transition de l'Est.
- Malgré son faible taux de couverture forestière, le Burundi jouit d'une importante diversité biologique, les écosystèmes y sont répartis en deux grands groupes dont les écosystèmes terrestres et les écosystèmes aquatiques et semi-aquatiques. Il possède treize (13) aires protégées réparties en 4 catégories, à savoir les Parcs Nationaux, les Réserves Forestières Naturelles, les Monuments Naturels et les Paysages Protégés. Ces aires occupent une superficie d'environ 127 662 hectares. En ce qui concerne la diversité des espèces sauvages, notons que la flore vasculaire du Burundi est estimée à 2909 espèces réparties en 1046 genres et 195 familles. Pour les vertébrés, l'inventaire fait état de 163 espèces de mammifères, tandis que pour les ressources forestières artificielles, 67 espèces, dont la quasi-totalité est exotique, constituent les espèces sylvoicoles et agroforestières. L'absence de ressources énergétiques fossiles et le coût élevé du carburant importé, font du Burundi un pays largement dépendant du bois pour tous ses besoins énergétiques domestiques ou industriels.
- Les formations forestières en RCA couvrent environ 40 millions d'hectares répartis en forêts denses humides qui font 5,2 millions d'hectares dont 3,5 millions dans le sud-ouest , et 1,7 millions d'hectares dans le sud-est; les forêts denses sèches couvrent 6,5 millions d'hectares et le reste qui est constitué de savanes arborées et arbustives constitue la majeure partie du territoire. On compte en Centrafrique des forêts classées (au nombre de 46) pour une superficie avoisinant 634 000 hectares répartis sur l'ensemble du territoire dans les zones de forêts que celles de savane. On y dénombre également 209 espèces de mammifères et 537 espèces d'oiseaux sont présentes sur le territoire. La République Centrafricaine regorge d'énormes potentialités en matière ligneuse essentiellement le bois, et d'autres produits forestiers non ligneux.
- La biomasse forestière du Gabon est de 23 544 500 millions d'ha dont 22 527 600 ha de forêt de basse et moyenne attitude, 404.000 ha de forêt marécageuse et 612.900 de forêt de mangroves et de forêts marécageuses attenantes. Elle compte environ 8 000 espèces végétales avec 20% de taux d'endémisme. Le Gabon recèle 150 espèces de mammifères et 600 espèces d'oiseaux dont

plusieurs sont endémiques. Le CENAREST, en 1979, a également répertorié 65 espèces de reptiles terrestres et d'eau douce et environ 100 espèces d'amphibiens.

- Au Congo, on estime à 20 millions d'hectares la superficie des forêts, dont 12 millions des forêts denses sur sol ferme et 8 millions de forêts marécageuses ou inondées. L'ensemble des inventaires forestiers effectués au Congo depuis 1970 porte à l'heure actuelle sur 7331 772 ha (inventaire de planification).
- Le patrimoine forestier Camerounais est estimé à 22 millions d'Ha La forêt camerounaise représente 60 % du territoire national.. important potentiel, partiellement inventorié. Les forêts denses humides occupent plus de 17,5 millions d'Ha. L'inventaire forestier national réalisé sur 14 millions d'Ha en forêts a révélé un potentiel exploitable de 1,5 milliards de m³.

Le bois exploité de ces différents écosystèmes forestiers est destiné à divers usages: industrie, bois d'œuvre, d'énergie, bâtiments et travaux publics, ébénisterie, etc. Ce bois demeure la principale source d'énergie des ménages notamment des zones rurales et même urbaines.

Tableau 1: Superficies forestières en Afrique Centrale

Pays	Superficies en milliers d'hectares		
	Espaces terrestres	Forêts	Aires protégées (%)
Burundi	2 568	94	29
Cameroun	46 540	23 858	11
Centrafrique	62 297	22 907	15
Congo Brazzaville	34 150	22 060	14
Gabon	25 767	21 826	10,6
Rép. Dém. Congo	226 705	135 207	9

Source: *Situation des Forêts du monde, FAO, 2005, Evaluation des ressources forestières, FAO, 2000*

Tableau 2: Nombre d'espèces présentes dans chacun des pays de la sous-région

Pays	Espèces de Plantes		Espèces de Mammifères		Espèces d'Oiseaux	
	Total	Endémique	Total	Endémique	Total	Endémique
Burundi	2500	22	107	0	451	0
Congo Brazzaville	6000	1200	200	2	449	0
Gabon	6551	-	190	3	446	1
Centrafrique	3602	100	209	2	537	1
Cameroun	8260	156	409	14	690	8
République Démocratique du Congo	11 007	3 200	450	28	929	24

Source: *WCMC in database in global biodiversity, 2000, P. 126-128*

Au-delà de la richesse de sa diversité biologique, cette sous-région fait face à de nombreux défis dont entre autres:

- L'appropriation de la législation forestière par les différentes parties prenantes ;
- La conservation et la protection du patrimoine forestier dans toute sa diversité biologique;
- La participation des populations à la gestion des ressources forestières;
- La relance de l'économie par l'impulsion d'une dynamique nouvelle au secteur forestier pour accroître sa part de contribution au PIB;

- La protection de l'environnement par le maintien de la fonction de régulation et de protection des ressources.

Contexte socio-économique et situation du commerce

A l'exception du Burundi, le secteur forestier est l'un des secteurs économiques les plus performants dans la sous-région et joue un rôle important de levier pour la relance des économies nationales. En effet, avec les différentes taxes pratiquées en amont et en aval de l'exploitation forestière, les salaires des employés, la création des infrastructures et des emplois, la contribution des forêts peut être évaluée entre 1 à 9 % du PIB selon les pays (1% pour le Burundi, 9% pour le Cameroun, 2% pour le Congo, 10% pour la RCA, 4,7% pour le Gabon. Source: ADB en 2001.

Des efforts sont déployés çà et là pour que les fonctions économiques, écologiques et sociales des forêts soient pérennisées et développées dans le cadre d'une gestion intégrée qui assure de façon soutenue et durable la conservation et l'utilisation des ressources et des écosystèmes.

En ce qui concerne l'exploitation forestière au Cameroun par exemple, 76 % des forêts commerciales sont en exploitation. La production de la forêt a été en constante augmentation. Elle est passée de moins de 1 million de m³ vers les années 70 à 2,5 millions en 93-94 et 3,3 millions de m³ en 1998. On estime que ce chiffre atteindra les 5 millions de m³ en 2010. Les recettes forestières ont augmenté en conséquence passant de 10 milliards en 98-99 à 29 milliards en 2000-2001 et 40 milliards en 2002/2003. Les produits forestiers non ligneux quant à eux constituent l'un des domaines majeurs à valoriser par toutes les parties prenantes par le fait qu'ils représentent de réelles opportunités pour l'amélioration du cadre de vie des populations en général et des ruraux en particulier, oeuvrant ainsi à la lutte contre la pauvreté. On enregistre une exportation sans cesse croissante de ces produits depuis les années 2000/01 à 2004, passant de 353,422 tonnes en 2000/01, 808,947 tonnes en 2001/2002, 2788,494 en 2003 et 3065 tonnes en 2004. Les recettes fiscales générées par ces produits forestiers non ligneux se présentent comme suit 1,117 milliards de FCFA en 1996 et se situeraient aujourd'hui à 1,136 478 000 milliards.

En RDC, la production forestière est passée de 330 000 M³ en 1992 à 44 000 M³ en 2002, la baisse étant due à plusieurs facteurs dont la crise socio-économique, les pillages, les guerres successives. Au cours de cette période, la RDC a exporté un volume de bois estimé à une moyenne de 103.856 m³ par an, soit seulement 1% de la possibilité annuelle disponible.

En RCA la contribution de l'exploitation forestière aux recettes fiscales de l'Etat est significative et pourrait dépasser les 20 milliards FCFA par an. Les redevances et taxes forestières directes s'élèvent annuellement à environ 10 milliards FCFA tandis que les autres taxes liées à la fiscalité générale des entreprises comme les taxes sur les salaires, la TVA, les taxes à l'importation etc. représentent selon certaines estimations environ 10 milliards FCFA par an. le secteur contribue à environ 10 % du PIB et 50 % de la valeur des exportations.

L'économie gabonaise est dépendante pour 45% de son P.I.B. de trois produits que sont: le pétrole, le manganèse et le bois. Ces trois produits de base représentent près de 95% des exportations du pays. En 2003, le Gabon a produit 3.562.000 m³ de bois dont 1.867.000 m³ ont été exportés et 1.603.000 m³ consommés localement

Au Congo-Brazzaville aujourd'hui, la valeur à l'exportation du secteur s'élève à 110 milliards de FCFA. Les filières bois et charbon de bois mettent en jeu des masses financières importantes de produits au regard de la population concernée. On note que 250000 T de bois de chauffe et 26000 T de charbon de bois entrent chaque année dans les villes, ce qui correspond environ à 344000m³ de bois collectés.

Malgré la réelle contribution du secteur forestier à l'économie, il faut cependant relever que l'ampleur de la dette extérieure des pays demeure un obstacle majeur à la croissance et à la réduction de la pauvreté.

Politiques et législations forestières (nationales et internationales)

D'une manière générale, les pays concernés par l'étude mènent depuis les années 1980 des réflexions sur le renouvellement et l'actualisation des législations en vue de les adapter au contexte actuel et d'y intégrer le concept de gestion durable.

Dans tous les Etats, les politiques forestières visent essentiellement: le renforcement de la gestion du patrimoine forestier, la reconstitution du couvert végétal détruit et le développement du patrimoine forestier, la structuration de la filière bois.

Le Burundi a adopté en 1985 le code forestier et en 2000 le code de l'environnement visant à infléchir les pratiques anthropiques menaçant les forêts. Le Cameroun a adopté sa nouvelle politique en 1994 /1995 visant à pérenniser les fonctions économiques, écologiques et socioculturelles des ressources forestières. Le Congo a adopté sa nouvelle politique forestière en 2001 axée sur la pérennité de la production forestière et la conservation de la biodiversité, la création des emplois, l'écotourisme et le développement des produits forestiers non ligneux. Le Gabon a promulgué en 2001 le code Forestier axé sur l'aménagement durable des forêts et l'industrialisation de la filière-bois et l'implication des populations rurales.; La RCA a promulgué son code forestier en 1990 dont les principaux axes visent à assurer un équilibre entre les intérêts commerciaux et les impératifs environnementaux et sociaux. Le nouveau code forestier de la RDC promulgué en 2002 définit les nouvelles catégories des forêts et définit les nouvelles orientations pour la gestion forestière.

Le cadre légal de gestion durable des ressources forestières se compose de textes légaux relevant du droit interne et des conventions internationales. Ainsi, les pays de la sous-région disposent presque tous d'une législation nationale acceptable même si elle appelle tantôt à une réforme, tantôt à une meilleure application. Les pays concernés ont également adhéré et ratifié les principaux instruments juridiques véhiculant les principes et règles de gestion moderne des forêts dont entre autres: la Convention sur la Biodiversité, la Convention sur les changements climatiques, la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention sur le commerce international des espèces sauvages menacées d'extinction de 1973 (CITES), etc.

Tableau 3 Situation de la ratification des conventions et des accords internationaux au 1^{er} Décembre 2004

Pays	CDB	CNUCC	CLD	Ramsar	CMS ou convention de Bonn	CITES	Patrimoine mondial	Protocole de Kyoto
Burundi	X	X	X	X		X	X	X
Cameroun	X	X	X		X	X	X	X
Congo Brazza	X	X	X	X	X	X	X	
Gabon	X	X	X	X		X	X	
République Centrafricaine	X	X	X			X	X	
Rép. Dém. du Congo	X	X	X	X	X	X	X	

Source: *Situation des Forêts du monde*, FAO, 2005.

1.2. Justification de l'étude

L'application des lois forestières et la gouvernance sont d'une importance capitale pour les pays producteurs ressources forestières et les pays consommateurs.

Dans le cadre de la réactivation du processus AFLEG, la Banque Mondiale, Intercoopération, le Bureau Régional de l'UICN pour l'Afrique Centrale- Agence de Facilitation de la CEFDHAC avec l'appui de la COMIFAC, ont retenu la réalisation des études nationales dans les six pays membres de la COMIFAC (Cameroun, RCA, Congo, Gabon, RDC, Burundi) ayant souscrit à la Déclaration Ministérielle AFLEG d'octobre 2003.

Objectifs global et spécifique de l'étude

Objectif global

La présente étude a pour objectif principal d'analyser l'état de la mise en œuvre du processus de l'application des législations forestières et la gouvernance en Afrique (AFLEG) dans certains pays du Bassin du Congo depuis l'adoption le 16 octobre 2003 de la Déclaration Ministérielle et sa perception par les différentes parties prenantes

Objectifs spécifiques

De manière spécifique, l'étude visait à :

- Evaluer le niveau d'appropriation du processus AFLEG par les pays et le niveau de satisfaction de la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle AFLEG ;
- Mettre en exergue la perception des pays producteurs et des pays consommateurs du processus AFLEG et de l'équilibre entre les pays consommateur et les pays producteur par rapport au Pocessus AFLEG
- Evaluer les mécanismes de suivi des progrès réalisés et les points critiques et actions prioritaires déjà réalisées au niveau national et sous-régionales dans la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle entreprise par les parties prenantes (Administrations, Secteurs Privé, parlementaires, observateur indépendant, ONG)
- Identifier les actions concrètes et initiative novatrice déjà entreprises dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielles AFLEG ainsi que les partenariats novateurs;
- Formuler des recommandations pertinentes

Méthodologie Utilisée

Ce rapport se base entre autres sur: les rapports des différents ateliers, séminaires et travaux des ONGs, la documentation fournie par les institutions commanditaires, les entretiens, échanges et discussions avec les responsables de l'administration forestière, les opérateurs privés, les ONG. Certains pays (RDC, RCA, Gabon) ont précédé à un échantillonnage pour mener des entretiens avec les Parlementaires, les fonctionnaires, les exploitants forestiers, les ONG, les Institutions de formation, et les autorités coutumières.

2. *Suivi du processus de l'Application des législations forestières et la Gouvernance en Afrique (AFLEG)*

2.1 Brève introduction et historique sur le processus AFLEG dans les pays;

Au cours des dix dernières années, la perte du couvert forestier en Afrique (0,7% par an), a été très préoccupante. Selon les estimations de la Banque mondiale, l'abattage illégal des arbres fait perdre à certains pays 10 à 15 milliards de dollars par an aux gouvernements et aux économies des pays producteurs. Les études montrent que dans certains pays africains, jusqu'à 80 à 90% d'activités forestières sont illégales et débouchent sur une exploitation forestière non-durable. Les facteurs qui contribuent à ces activités forestières illégales sont entre autres le: manque de limites claires entre les concessions forestières et les aires protégées; le manque du suivi et des sanctions des récalcitrants; l'aliénation des droits communautaires des populations locales lors des constitutions des réserves; les nombreuses interdictions qui empêchent l'intrusion des populations aux zones forestières favorisant plutôt l'accès aux exploitants forestiers créant ainsi un climat d'injustice; le lourd poids des législations favorise des infractions

volontaires ou involontaires; l'intrusion, l'occupation illégale des terres, les incendies sont liés aux activités forestières illégales, etc.

Face à cette situation, les pays du G8 ont pris en 1998 d'éliminer l'exploitation illégale et commerce du bois à travers entre autres les échanges d'informations sur le commerce international illégal et l'économie du bois, l'engagement l'évaluation des mesures prises dans le cadre du commerce illégal des essences, la lutte contre la corruption et le développement de la capacité d'évaluer le problème en vue de mettre en œuvre les mesures correctives. Cet engagement a débouché sur un partenariat avec la Banque mondiale, la Grande Bretagne et les E.U, ayant culminé en l'organisation de la première conférence sur l'Application de Législation et la Gouvernance en Asie en 2001. Cette Conférence d'Asie a été sanctionnée par une série d'actions indicatives et contraignantes y compris l'intensification d'efforts multilatéraux pour faire face aux activités illégales d'exploitation forestière, le bannissement de l'exportation et de l'importation du bois exploité de façon illégale, ainsi l'implication des partenaires locaux.

Suite au succès créé par l'engagement du G8 et la Conférence Asiatique, une décision a été prise d'initier une conférence similaire pour le continent africain. Une Conférence pré-ministérielle a eu lieu à Brazzaville en juin 2002 durant laquelle, une série de propositions a été faite aux fins d'intégration dans la Déclaration ministérielle issue de la Conférence ministérielle d'octobre 2003 tenue à Yaoundé.

En prélude à cette Conférence ministérielle, l'UICN, Agence de Facilitation de la CEFDHAC a pu, grâce à l'appui du DFID et d'autres partenaires, organiser des ateliers régionaux en Afrique (Afrique Orientale-février 2003; Afrique Occidentale-mars 2003; Afrique Australe- Avril 2003 et Afrique centrale- Mars et septembre 2003; et Afrique Centrale en octobre 2003) en vue de promouvoir la contribution de la société civile dans la Déclaration Ministérielle. Elle a également appuyé (financièrement et techniquement) la participation de la société civile et le secteur privé dans la réunion préparatoire pour l'Afrique et la Conférence ministérielle AFLEG.

2.2 Niveau d'appropriation du processus AFLEG par toutes les parties prenantes dans le pays (administration, secteur privé...)

Comme mentionné au début de ce rapport de synthèse, tous les pays concernés par l'étude ont adhéré à la Déclaration Ministérielle AFLEG. Il ressort dans ces études nationales que le niveau d'appropriation diffère entre les pays, entre les parties prenantes, voire au sein d'une partie prenante. Cette méconnaissance du Processus peut être expliquée par les facteurs suivants; la non vulgarisation du Processus chez les différents acteurs; le manque de financement pour définir et mettre en œuvre certaines activités ayant trait à la mise en œuvre de la Déclaration et son plan d'Action; l'écrémage de pôle de diffusion de l'information au niveau de la société civile et la cristallisation des activités non seulement au niveau des capitales de ces pays, mais aussi au niveau de décisions des ONGs et de l'Administration. Au Gabon par exemple, sur 35 personnes interrogées seules 10 connaissent le processus, soit 28,47%, avec une faiblesse maximale au niveau du secteur privé et des parlementaires. Tandis que les ONG ont une certaine méconnaissance du Processus en RDC (4%), ce dernier vient en tête au Gabon et au Congo Brazzaville à travers leurs activités, notamment le lobbying auprès de l'Administration congolaise pour multiplier l'ardeur sur la lutte contre l'exploitation forestière et faunique illégale et l'élaboration et l'adoption en janvier 2005, au cour d'un atelier national, et sous l'impulsion de l'UICN/CEFDHAC d'un plan d'action sur l'AFLEG.

Il ressort également que l'appropriation du Processus dans les Administrations en charge de forêts se limite dans la majorité des cas aux Directions en charge des forêts et les conseillers des Ministres (Directeurs des Forêts, Directeur de la Coopération, Point focal AFLEG etc.). Au sein de l'Administration, le Burundi et la RCA non pas encore des points focaux AFLEG, ce qui rendre l'appropriation du Processus par l'Administration très difficile.

2.3 Aperçu sur les activités forestières illégales et leur impact

L'exploitation forestière illégale est un mal flagrant dans tous les pays, malgré certaines actions prise par les Gouvernements et d'autres parties prenantes pour renverser la situation. Elle comprend non seulement l'exploitation illicite, mais également l'ensemble du secteur forestier, de l'allocation des terres à l'exploitation, le recours à la corruption pour obtenir des droits d'exploitation, l'extraction sans autorisation, l'extraction dans les aires protégées, l'abattage d'essences protégées, l'exploitation au-delà des limites autorisées, infraction à la réglementation des transports, transformation à l'exportation, non-paiement des taxes et fausse déclaration de douane.

Economiquement, une étude de la Banque mondiale en 2002 (« World Bank Review Strategy- 2002 ») estime que certains Gouvernements des pays producteurs de bois perdent environ 10 à 15 milliards de dollars américains de revenue par an. Dans le même document, il insiste sur le fait que 80 à 90% des activités forestières dans certains pays producteur sont illégaux. Selon une étude confidentielle toujours de la Banque mondiale, mais cette fois ci en RDC et diffusé en 2004, sur les 160,000 m³/an que produisent les exploitants forestiers nationaux, 98 % sont qualifiés informels, dont illégal parce qu'ils n'ont pas de permis officiel de coupe et ne versent pas des taxes au Trésor Public. Au Cameroun, comme dans nombres des pays concernés par l'étude, l'exploitation forestière illégale est souvent associée à la corruption ou crime organisé (RDC, Congo-Brazzaville, RCA).

Socio-culturellement, il va sans dire que cette énorme perte des ressources financière par les Etats a une répercussion grave sur le développement dans les pays producteurs, notamment les populations locales et autochtones. Les conséquences du sous-développement sont les conflits armés (RDC, Congo-Brazzaville, RCA), les conflits entre les gestionnaires des ressources et la population riveraine (Cameroun), les conflits entre les villages, la déperdition des fibres filiales, etc. Face à cette situation, les populations se tournent dans l'illégalité pour tenter de subvenir à leurs besoins primaires. En outre, dans la plus part des cas, dans l'illégalité, certains sociétés forestières ne respectent même plus les droits des travailleurs (salaires bas, manque de paiement régulier, la prise en charge médicale devient rare, etc.).

En ce qui concerne le domaine environnemental, l'exploitation illégale ne favorise pas l'exploitation à faible impact et la mise en œuvre du plan d'aménagement. Ceci détruit non seulement les ressources floristiques mais également les ressources fauniques, y compris les espèces rares comme les éléphants, les zèbres et les singe en RDC, Cameroun et RCA.

2.4 Evaluation du niveau de satisfaction de la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle AFLEG dans les pays

2.4.1 Réforme Législative et institutionnelle

D'une manière générale, les parties prenantes sont satisfaites des réformes législatives et institutionnelles dans les pays. L'immense majorité des pays venaient d'adopter leurs nouvelles lois ou code forestière (Cameroun en 1994, RDC en 2000, Congo-Brazzaville 2001, Burundi en 2000). Cette satisfaction vient du fait que les aspects liés à la lutte contre la corruption, la conciliation entre la conservation et les exigences du développement, la gestion collective des ressources naturelles, la transparence dans la gestion des ressources forestières, la promotion de la bonne gouvernance etc. sont mises en exergue. Néanmoins, l'inquiétude des uns et des autres est basée sur la non-application de ces nouvelles lois et codes par les parties prenantes, notamment le pouvoir public.

Par contre, toutes ces réformes ont mis l'accent sur les dispositions pénales, les pénalités applicables, en tenant chaque fois compte de la gravité du manquement, les questions liées à la gestion des aires protégées, l'harmonisation des lois et politiques forestières, la diffusion d'information sur les législations existantes accessibles aux acteurs sous une forme appropriée, notamment aux populations locales et autochtones.

2.4.2 Application des lois et système de contrôle

Le niveau d'application des lois et le système de contrôle reste très faible dans tous les pays à cause de l'insuffisance des effectifs des moyens financiers et logistiques, et le niveau très bas des salaires, ce qui les conduit vers la corruption, les pressions internes et externes. A titre d'exemple au Congo, 1 agent est appelé à gérer, contrôler et appliquer les lois dans environ 350.000 ha de forêts sans un équipement adéquat et adapté. Les contrôles ne sont pas systématiques mais sont sporadiques dans nombre des cas. En RDC, les parties prenantes comme les ONG et le secteur privé considèrent les systèmes de contrôle mise en place par les Administrations comme favorisant les tracasseries et la corruption.

2.4.3 Suivi et évaluation des activités

La mise en place d'une brigade mobile de contrôle dans le domaine des activités d'exploitation forestière et de protection de la faune sauvage dans certains pays comme en RCA et au Cameroun a donné de bons résultats non seulement en terme de recouvrement, mais également dans la réduction des activités et les trafics frauduleux. Au Gabon, la mise en place du système SIGEF et la mise en place d'une commission des administrations (Eaux et Forêts/Domaines/Douanes) pour le suivi des taxes forestières est une action qui mérite d'être encouragée parce que cela favorise la collecte des taxes et consolide l'harmonisation des politiques de suivi et évaluation des activités forestières.

Néanmoins, toutes ces bonnes politiques sont limitées par le manque de financement et du personnel pour accompagner sa mise en œuvre effective. La guerre en RCA, RDC, Congo-Brazzaville et la multitude des activités illégales et la corruption dans les pays ne favorisent pas non plus la mise en œuvre effective de ces stratégies de suivi et évaluation des activités forestières.

2.4.4 Implication de toutes les parties prenantes

L'une des innovations dans les dispositions réglementaires en matière de la gestion forestière est l'implication de toutes les parties prenantes dans la gestion durable des ressources forestières. En dehors de l'Administration, quelques parties prenantes, notamment les organisations de la société civile qui mènent des activités de sensibilisation et des actions « policières » dans certaines concessions forestières pour lutter contre l'exploitation illégale et anarchique des ressources forestières. L'accord de collaboration entre le Gouvernement de la RCA et la SGS et le partenariat entre ce dernier et le Gouvernement du Cameroun sont des partenariats à encourager.

En outre, l'implication du secteur privé dans le processus de certification et le Processus de Forest Concession Monitoring System (FOCOMS) dans les pays comme le Gabon, Cameroun, RCA et le Congo consolide ce processus de partenariat dans la gestion durable des ressources forestières et fauniques.

Néanmoins, cette implication se limite à quelques organisations de la société civile et ONG qui limitent leurs actions aux dans les villes urbaines. Ceci peut s'expliquer par le manque de financement et les ressources humaines.

2.5 Perception du pays dans les efforts fournis par les parties prenantes dans la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle

2.5.1 Perception du pays dans les efforts fournis par les parties prenantes dans la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle AFLEG

Tous les pays affirment que la perception passe par la prise en compte, par toutes les parties prenantes y compris l'administration de la profonde préoccupation sur les sérieuses menaces qui pèsent sur les forêts de la sous région Afrique centrale, et les multiples obstacles à l'application des législations forestières et des politiques. Ainsi, une reconnaissance par l'administration des droits des populations locales et autochtones et leur implication à la gestion des ressources forestières en vue de leur développement socio-économique et culturel est indispensable.

Des sondages réalisés auprès des parties prenantes ont révélé que la majorité des cadres des services de l'administration qui devraient faire la promotion de l'AFLEG ne connaissent rien sur ce processus. La méconnaissance de ce processus prouve qu'un travail de restitution et d'information n'a pas été fait par ceux qui ont pris part aux réunions sous régionales (RCA, RDC, Burundi). Les efforts fournis par les parties prenantes dans la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle AFLEG paraissent encore « timides » (Burundi) et la perception est très mitigée (RCA).

Dans tous les pays, les efforts des parties prenantes dans la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle de l'AFLEG sont à peine perceptibles, que ce soit au niveau de la dissémination de l'information aux communautés de base ou de la mobilisation sociale ou du networking. En effet, la plupart des membres de ces communautés touchées par l'enquête effectuée au cours de l'étude affirment n'avoir jamais reçu une information relative l'AFLEG.

2.5.2 Analyse de la perception de l'équilibre entre les pays Consommateurs et les pays producteurs

Lors de la signature de la Déclaration Ministérielle, outre 31 pays signataires, il avait été noté la présence de plusieurs pays du Nord (Allemagne, Belgique, Canada, Etats Unis, France, Italie, Royaume Uni, Suisse, Commission Européenne). Cela témoigne du fait que ces pays ont fait de la lutte contre l'exploitation illégale leur cheval de bataille.

Les pays consommateurs (UE) ont pris la résolution de faire de l'exploitation illégale des forêts et du commerce du bois comme une priorité comme cela a été souligné au sommet mondial du Développement durable en 2002 à Johannesburg. La préoccupation croissante de ces pays ainsi que leur responsabilité dans ce domaine ont donné lieu à la mise en application du plan d'action AFLEG.

Tous les pays sauf le Burundi insistent sur les Accords bilatéraux de partenariat volontaire (AVP) entre l'Union Européenne et certains pays producteurs dans la lutte contre l'exploitation illégale dans le cadre du processus FLEGT (Application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux). En effet, les propositions du plan d'action adopté à cet effet par la Commission européenne visent, i) le renforcement des capacités régaliennes et de contrôle par des instances étatiques (réformes sectorielles nationales) des pays producteurs, ii) une plus grande implication de la société civile et du secteur privé (code de déontologie) et iii) la réglementation des importations du bois en provenance de ces pays avec exclusion du bois exploité illégalement, iv) la promotion des pratiques novatrices initiées par le secteur privé et v) la prise en compte par les institutions financières intervenant dans des impacts de l'exploitation forestière sur l'environnement et des impacts sociaux.

Ceci sous-entend que les pays consommateurs doivent mettre à la disposition des pays producteurs une assistance technique et financière en vue de mettre en œuvre ces accords un terme aux aléas de la gouvernance et permettre un renforcement des capacités des pouvoirs de décision.

Tous les pays soulignent l'insuffisance des ressources sources humaines, techniques et financières pour la mise en œuvre de ce plan d'action.

Ainsi, les résultats des enquêtes réalisées dans le cadre de la présente étude montrent que la majorité des répondants estiment qu'il n'y a pas d'équilibre entre les pays consommateurs et les pays producteurs des produits forestiers. Trois causes majeures sont à la base de ce déséquilibre:

- le niveau de la pauvreté socio – économique des pays producteurs, lequel favorise l'émergence de l'exploitation illégale des produits forestiers, du commerce illicite et l'insuffisance ou l'absence du financement interne du processus;
- la mauvaise gouvernance de ces pays qui favorisent le développement de la corruption des gouvernants et des administrations chargées de contrôle et l'instabilité juridique qui n'encourage pas les opérateurs économiques à investir en toute quiétude;
- La déliquescence de l'appareil étatique dans certains pays (RDC).

Certains pays (comme le Cameroun) estiment qu'avant de s'engager dans les AVP, qu'il est indispensable de convenir sur une définition claire de la légalité qui intègre les aspects nationaux et internationaux de la légalité pouvant garantir le respect des lois.

La responsabilité de la délivrance des attestations de légalité ainsi que la définition de celle-ci sont du ressort de l'administration et donc de la souveraineté des Etats. Toutefois, cette tâche peut être dévolue à un organisme compétent dûment mandaté. Celui-ci vérifiera notamment que l'exploitation forestière, le transport ainsi que le commerce qui y sont associés sont effectués conformément à certaines lois définies. Il sera possible de nommer des observateurs indépendants pour assurer la crédibilité du système.

2.5.3 Mécanismes de suivi des progrès réalisés (initiatives et processus sous-régionaux, nouveaux processus, observatoire indépendant..)

Certains pays (Cameroun, Congo, RCA) ont mis sur pied critères et/ou des outils visant à évaluer les progrès réalisés dans l'application des lois, la gouvernance et la mise en œuvre des plans d'aménagement.

Il s'agit notamment des audits périodiques, l'observatoire indépendant, l'adoption de la chaîne de contrôle, la traçabilité, le renforcement des contrôles par les services de l'administration, l'implication des Organisations de la société civile dans les opérations d'exploitation les activités de contrôle des origines de bois, de leur cheminement, depuis les parcs en forêts jusqu'aux ports de destination.

D'autres pays comme le Gabon reconnaissent l'existence et la pertinence de tels mécanismes mais évoquent des problèmes financiers pour leur mise en œuvre harmonieuse.

La RDC précise évoque l'absence de tels mécanismes tandis que le Burundi n'en fait pas mention.

Au niveau sous-régional, un mécanisme institutionnel, la Commission des Forêts pour l'Afrique (COMIFAC) avec son Plan de Convergence sous-régionale dont la mise en œuvre dans la promotion de la gouvernance et de la lutte contre l'exploitation illégale requiert la participation active de toutes les initiatives considérées comme les bras séculiers de la COMIFAC (CEFDHAC, OCFSA, ADIE, RAPAC...).

Au Cameroun par exemple, tous les mécanismes cités sont déjà mis en place.

Il s'agit des audits périodiques effectués dans les concessions forestières, l'observatoire indépendant, la chaîne de contrôle est déjà adoptée par l'administration camerounaise et avec elle, la traçabilité et l'adhésion aux initiatives et processus régionaux et sous-régionaux.

2.6. Actions concrètes et initiatives novatrices déjà entreprises dans la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle AFLEG au niveau national et sous-régional par les différentes parties prenantes (administration, Parlementaires, ONG, etc.)

A la lumière des 30 résolutions adoptées dans la Déclaration Ministérielle, des actions concrètes ont déjà été entreprises à des degrés divers par les Etats et les autres parties prenantes. En est-il ainsi notamment au niveau de:

- L'harmonisation des politiques forestières et fiscales;
- La connaissance de la ressource;
- L'aménagement des écosystèmes;
- La conservation de la diversité biologique;
- La valorisation des ressources;
- Le renforcement des capacités;
- Le développement des mécanismes novateurs de financement.

Plusieurs actions ont été menées au niveau des pays:

*** Pour le Burundi**

- La coopération avec les organismes impliqués dans le processus de l'application des réglementations forestières, à l'intérieur du pays et au niveau international, pour éliminer les flux de produits forestiers illégaux
- La rédaction des différents textes juridiques en rapport avec la gestion des forêts en concertation avec les différentes parties prenantes en la matière, dans le but de promouvoir la transparence;
- Des émissions radiodiffusées dans le cadre de la promotion de la production et la diffusion d'informations transparentes facilement accessibles au public sur les parcs, les aires protégées, les concessions forestières et autres forêts;
- La prise en compte de certaines pratiques traditionnelles et coutumières dans les législations et spécialement dans le code forestier;
- La mise en place d'une police de l'environnement.

Pour le Cameroun

- La mise sur pied des cellules de lutte contre la corruption dans les ministères;
- L'adoption d'une stratégie nationale de contrôle au niveau La généralisation des observatoires indépendants;
- La promotion de la transparence à travers la fluidité et l'accessibilité à l'information renforcement de la fluidité des informations
- La publication des infractions et les titres d'exploitations

Pour le Gabon

Les actions suivantes ont été proposées:

- Elaboration des PCI;
- Elaboration des normes techniques d'inventaire et d'aménagement;
- Elaboration des textes d'application du code forestier;
- Mise sur pied des brigades multidisciplinaires de sensibilisation et de contrôle;
- Mise en place du SIGEF;
- Formation des agents dans l'application des textes réglementaires;
- Signature de la lettre de politique sectorielle adoptée en mai 2004;
- Vulgarisation du code de déontologie pour la gestion durable des concessions forestières en Afrique ;
- Initiative paneuropéenne de certification
- Implication de la société civile dans le monitoring et le plaidoyer

Pour la RDC

- Promulgation du code forestier;
- le comité / bois créé par le secteur privé et engagement d'un cabinet d'Avocats;
- Actions de plaidoyer et de lobbying des ONGS nationaux
- Participation des parties prenantes aux fora nationaux et internationaux

Pour le Congo

- Mise sur pied des dispositifs chargés de l'aménagement et du contrôle des bois à l'exportation qui sont: a) le Centre National d'Inventaire et d'Aménagement des ressources forestières et fauniques (CNIAF) doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, b) le service de contrôle des produits forestiers et fauniques à l'exportation (SCPFE) doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière qui travaille en partenariat avec SGS et concourt à la transparence des produits forestiers destinés à l'exportation, c) le Fonds Forestier créé pour assurer le financement des travaux et des études qui visent la protection, l'aménagement et le développement des ressources forestières et fauniques, d) les Brigades Forestières d'Aménagement chargées du contrôle et/ou de la mise en œuvre des plans d'aménagement et e) les Unités de Surveillance et de Lutte Anti braconnage (USLAB) qui contribuent à la gestion de la faune dans les concessions forestières;
- Pour la société civile: a) adoption en janvier 2005 d'un plan d'action avec 12 domaines stratégiques, b) la vulgarisation des autres textes sur le secteur soumis à la CEFDHAC, d) l'élaboration par AMEA des statuts de création de l'observatoire de suivi indépendant des forêts du Congo (OSIFC), parallèlement cette ONG a soumis à l'OIBT un projet intitulé « Dynamisation d'actions de conservation de la biodiversité dans les 4 réserves de faune contiguës du Mont Fouari et dans l'UFA Ngoua II Nord »;
- Pour le secteur privé, il a à son actif: a) l'élaboration en cours des plans d'aménagement (CIB,IFO,Thany Congo, etc.), et l'adoption d'un code de déontologie et des indicateurs en cours de développement. devant concourir à l'élaboration des plans d'aménagement et la gestion des ressources forestières;
- Pour les parlementaires élaboration d'un Projet d'appui à l'application des lois nationales et les conventions internationales.

Niveau sous-régional

- Implication de plusieurs initiatives et processus qui en leur sein développent des mécanismes qui facilitent l'appropriation du processus AFLEG comme la CEFDHAC et ses différents réseaux;
- Développement des mécanismes de sécurité et de protection dans et autour des aires protégées. Les Etats aussi se mettent d'accord pour créer des aires protégées transfrontalières telles: la tri-nationale Nouabalé-Ndoki (Congo) Lobéké (Cameroun), Dzanga-Sangha (RCA); Le Tridom Dja (Cameroun) Odzala (Congo) Minkébé (Gabon)
- Développement des stratégies transfrontalières de collaboration et de lutte anti braconnage entre les administrations des deux pays intervenants dans les sites des plateaux Batékés.

Pour la RCA

- **Harmonisation des politiques forestières et fiscales**
 - La RCA a signé les conventions internationales. et est en train de finaliser son Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et dont le sous secteur environnement occupe une bonne place. Ce CSLP s'intègre parfaitement dans l'Objectif Millénaire pour le Développement (OMD);
- **Connaissance de la ressource**
 - Un accord de financement est déjà donné par OIBT pour le financement du projet d'un observatoire satellite pour contrôler les activités d'exploitation forestière;
- **Aménagement des écosystèmes**
 - Presque tous les permis forestiers en Centrafrique sont sous convention d'aménagement
 - Une commission d'attribution des permis forestiers a été mise en place;

- Dans le Cadre de l'application des recommandations des Etats Généraux, un comité de suivi a été mis en place. Son fonctionnement est assuré par le CAS-DFT. Le travail régulier de ce comité de suivi a permis d'élaborer trois projets de code qui ont été soumis au Gouvernement et qui concernent: le code forestier, le code de protection de la faune et enfin le code de pêche et d'aquaculture;
- Des initiatives en matière de gestion communautaire sont en cours de financement par la GTZ (Forêt de Bas-oubangui).
- **Conservation de la diversité biologique**
 - Un protocole d'accord entre le Cameroun, le Congo et la RCA pour des Patrouilles mixtes de lutte anti-braconnage dans le parc tri-national Dzanga Sangha;
 - Création d'aires protégées en zone de forêt et à caractère transfrontalier;
 - Actions de lutte contre le braconnage au niveau des Aires protégées en zone de savane et de forêt;
- **Valorisation des ressources**
 - La première réunion du forum des acteurs de la gestion forestière dans le cadre le l'application des PCI s'est tenue du 17 au 18 janvier 2005 à Bangui;
 - Deux brigades mixtes de contrôle des activités forestières et fauniques regroupant certains cadres des Ministères suivants: Eaux et forêts, Finances (douane et Impôts) Défense (Gendarmerie) ont été mises en place et sont fonctionnelles

2.7. Points critiques et des actions prioritaires à moyen terme

Le plan d'action AFLEG vise à lutter contre l'exploitation illégale, c'est-à-dire exclure le bois illégal du marché, encourager l'utilisation du bois légal. Doù la prise en compte des contraintes existantes.

2.7.1. Réforme législative et institutionnelle

Sous cet angle, il existe une faible coordination des activités du processus de la réforme d'où la nécessaire création d'une commission au sein de l'Administration en vue d'analyser l'ensemble des efforts fournis dans le cadre de la réforme

Le manque des ressources humaines, logistiques, matérielles et financières, l'absence d'un espace de dialogue efficace rassemblant tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du processus est un handicap majeur.

Par ailleurs, l'autre handicap est le déficit d'informations et de la formation en rapport avec le processus AFLEG. On devra prendre en compte l'intégration des notions de gouvernance forestière et de légalité dans les législations nationale et internationale, pouvant être utilisées pour garantir le respect des lois ainsi que dans les programmes académiques des institutions de formation.

Dans certains Etats, l'absence de plans d'aménagement opérationnels malgré le fort engagement manifesté par le secteur privé en ce qui concerne leur élaboration) et l'absence d'un plan d'affectation des terres rend difficile l'identification des terres forestières selon les usages.

2.7.2. Application des lois et système de contrôle

Il est évident que les lois et règlements ne peuvent pas être efficacement appliqués sans une cohérence juridique sûre d'avec les autres lois et règlements des secteurs voisins et/ou ayant une incidence directe sur les forêts (sols, eau, agriculture, domaine, etc). Ceci implique des textes complets, harmonisés et accessibles à toutes les parties prenantes.

La manque de zonage définissant les différentes utilisations des terres constituent un handicap non négligeable à l'application des lois.

On note en outre la connaissance insuffisante des lois et règlements forestiers d'où la nécessité de poursuivre le renforcement et la vulgarisation de la législation forestière afin de favoriser son appropriation par les parties prenantes et sa meilleure application. Le nombre insuffisant de textes publiés non seulement pour l'application de l'ensemble des mécanismes mis en place mais aussi du processus AFLEG (cas des forêts villageoises, des directives nationales d'aménagement, des PCI...)

Une autre contrainte majeure est la persistance de la corruption et des tracasseries administratives dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illégale des produits forestiers. Il importe ainsi d'organiser des ateliers nationaux de lutte contre l'exploitation illégale des produits forestiers. Il faudra également prendre en compte les aspects « traçabilité » et « contrôle ».

2.7.3. Suivi et évaluation des activités

L'absence de cadre de suivi et d'évaluation des activités du processus AFLEG demeure une réelle préoccupation d'où la nécessaire mise en place d'une structure d'observation indépendante impliquant toutes les parties prenantes.

Cette tâche peut être dévolue à un organisme compétent dûment mandaté. Celui-ci vérifiera notamment que l'exploitation forestière, le transport ainsi que le commerce qui y sont associés sont effectués conformément à certaines lois définies.

L'absence dans certains pays de mécanisme appropriés et d'indicateurs de performance et de vérification opérationnels des actions du processus au niveau de l'administration demeure un handicap. Au Congo, le secteur privé dans le cadre de FORCOMS a identifié des indicateurs pour le suivi et l'évaluation des activités forestières et la société civile qui dispose tant au niveau national que sous régional de plans d'action devant être revus pour y intégrer des indicateurs de suivi et de vérification.

2.7.4. Implication de toutes les parties prenantes

Il y a urgence de faire adhérer les différentes ONG et toutes autres parties gestionnaires des forêts à la philosophie contenue dans la déclaration AFLEG. La loi prône la gestion participative mais n'a pas prévu de cadre de concertation approprié pour la gestion parcimonieuse des ressources forestières et fauniques.

Le processus AFLEG est encore ignoré par certaines parties prenantes. Il faudra dès lors procéder à des campagnes d'information et de sensibilisation.

2.7.5. Financement interne et externe des activités liées à l'AFLEG

En matière de financement interne, les capacités développées par les Etats ne permettent pas d'assurer une gestion parcimonieuse du processus AFLEG. Au niveau de l'Etat les quelques décaissements observables se résument au paiement des subventions dans les institutions sous régionales, régionales et internationales.

La nécessité de la recherche de financements durables au travers des mécanismes novateurs et durables comme par exemple, l'institution d'un permis d'exportation CEMAC pour tout m³ de bois et autres produits forestiers serait salutaire, car la forêt financerait elle-même les actions de sa régénération et de sa gestion.

On devrait aussi exploiter les mécanismes de financements adoptés par le Sommet des Chefs d'Etat à Brazzaville.

Face à cette faiblesse du financement interne et externe, il faudrait promouvoir des activités de lobbying et de mobilisation des financements en faveur de la mise en œuvre du processus.

En signant un APV avec l'UE, l'Administration fera nul doute un pas en avant dans l'élimination de ces contraintes grâce à l'assistance technique et financière apportée par ce type de contrat. Cela pourrait par la suite entraîner une augmentation de contrôle et de la surveillance de légalité de la production de bois. Cependant, un mécanisme de suivi indépendant à mettre en place devrait certifier la crédibilité des opérations et rassurer ainsi les marchés potentiels.

2.8. Niveau de satisfaction quant aux intérêts et aux obligations mutuelles des parties

En réalité, le processus AFLEG est différemment approprié par les parties prenantes. Il en est de même du niveau de satisfaction. Ainsi, le niveau de satisfaction des parties prenantes quant à leurs intérêts et obligations mutuelles varie globalement d'une partie à une autre.

Pour les parlementaires, nombreux sont satisfaits d'avoir doté leur pays d'un cadre juridique acceptable en cours. Cette satisfaction est partagée par les agents de l'administration dont l'intérêt et l'obligation résident dans le parachèvement de la réforme et l'application efficiente des lois existantes. En dehors de quelques exploitants forestiers, les opérateurs privés quant à eux trouvent les lois et le cadre institutionnel trop contraignants et porteurs d'ennuis pour leurs activités. La société civile pense que les réformes entreprises dans la plupart des pays sont porteuses d'espoir et constitue un groupe de pression sur l'administration et le secteur privé pour que la réforme se poursuive sans relâche.

Les communautés locales se sentent largement comblées dans la mesure où la réforme consacre leurs droits forestiers traditionnels et la gestion participative. Reste à déplorer les contraintes administratives notamment dans le processus de foresterie communautaire.

2.9. Partenariats de financement déjà entrepris avec les partenaires et donateurs

Certains pays comme le Cameroun sont déjà engagés dans les AVP. En avril 2005, un atelier s'est tenu en vue de la préparation d'un accord de partenariat volontaire avec l'Union Européenne, sous la facilitation de l'Allemagne et de la France. Cet atelier qui regroupait toutes les parties prenantes a permis non seulement une mise à niveau d'intervenants, mais aussi et surtout, d'aboutir à un tableau synoptique qui donne une idée sur l'organisation du processus de préparation à l'accord de partenariat volontaire.

Dans chaque Etat, plusieurs actions ont été menées grâce au partenariat avec entre autres : la Banque Mondiale, la FAO, l'USAID, le PNUD, l'ACDI, la GTZ, la SNV, la COMIFAC, l'OIBT, l'UICN, La CEFDHAC, etc.

3. Conclusion

La lisibilité du processus AFLEG en Afrique requiert la mise en œuvre d'un mécanisme nécessitant l'implication effective de tous les acteurs et une concertation des actions en vue de la promotion de la bonne gouvernance.

Pour y parvenir, tous les pays devraient compter sur la coopération internationale multiforme.

La définition, de façon concertée de la légalité et d'approches réalistes et pragmatiques, le déploiement des efforts pour appliquer davantage la législation forestière et promouvoir la bonne gouvernance en dépendent.

La situation de certains pays prédispose déjà à entrer dans le processus AFLEG et FLEGT, grâce aux efforts fournis sur les plans législatif et institutionnel, dans l'application des lois et systèmes de contrôle, le suivi évaluation, l'implication de toutes les parties prenantes et enfin la recherche des financements des activités liées à l'AFLEG.

Dans d'autres pays, la lisibilité du processus AFLEG requiert la mise en œuvre d'un mécanisme nécessitant l'implication effective de tous les acteurs et une concertation des actions en vue de la promotion de la bonne gouvernance.

Pour parvenir à une mise en œuvre optimale des actions prioritaires susmentionnées, en ligne avec le processus AFLEG, la coopération internationale multiforme est essentielle. Il en est de même de l'adoption du processus AFLEG par l'administration.

3. Recommandations

Recommandations générales

De façon générale, tout ce qui précède montre que le processus AFLEG n'est pas encore encré comme tel dans le système de gestion des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale.

Pour que vive le processus AFLEG dans la sous région, toutes les parties prenantes doivent être conscientisées de l'impact de l'exploitation illégale à tous les niveaux: écologiques, économiques, sociales, environnementales .A cet effet, les points critiques et actions prioritaires se résument ainsi qu'il suit:

- l'harmonisation des législations au niveau sous régional;
- l'application concomitante des lois et règlements pris dans le cadre AFLEG;
- la concertation des pays d'Afrique Centrale sur la négociation et la mise en œuvre des APV;
- la concentration des actions de la COMIFAC aux problèmes transfrontaliers.

Recommandations spécifiques:

1) Aux parties prenantes:

- S'appropriier le processus;
- Organiser des séminaires nationaux d'information et de sensibilisation au profit de toutes les parties prenantes (services administratifs, parlementaires, secteur privé , Société Civile, populations locales) impliquées dans le processus;
- Etablir des partenariats sincères en vue d'un échange réel d'informations;
- Recenser les pratiques de foresterie clandestine et de tout mettre en œuvre pour les éradiquer.
- Mettre en place un correspondant national pour informer la COMIFAC de la mise en œuvre du processus;
- Organiser un séminaire national d'information et de sensibilisation au profit de toutes les parties prenantes (services administratifs, parlementaires, le secteur privé les Organisations de la Société Civile) impliquées dans le processus, et qui sera organisé par un expert de la CEFDHAC
- ;Mettre en place et/ou renforcer les structures de communication et de suivi existantes au niveau national ou dans la sous région pour garantir la transparence dans les domaines de l'exploitation, de la gestion et du commerce des ressources forestières et fauniques;
- Mettre en place un observatoire national et sous-régional indépendant tout en formant et renforçant les capacités des animateurs et en rendant opérationnel la structure mis en place;
- Renforcer les capacités des populations locales et autochtones dans la récolte des ressources naturelles, la gestion forestière et le partage équitable des bénéfices tout en respectant leurs droits.

2) A la Communauté des bailleurs:

- Mettre à la disposition des parties prenantes (administration, secteur privé, société civile, populations locales), les informations relatives au processus et au plan d'action y relatif (Banque Mondiale, UICN-BRAC, CEFDHAC);

- Appuyer le plan d'action de mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle ainsi que les actions prioritaires ci-dessus définis;
- Appuyer les activités de sensibilisation et d'information sur le processus de l'AFLEG à travers des ONGS nationales en vue d'améliorer la connaissance de ce processus
- Appuyer les réseaux nationaux pour favoriser l'amélioration de la réforme législative et institutionnelle;
- Mettre en place un monitoring du processus AFLEG pour capitaliser tous les efforts entrepris par les parties prenantes dans la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle de l'AFLEG et suivre les progrès réalisés à l'échelle nationale et sous régionale (CEFDHAC);
- Mobiliser les fonds disponibles pour concrétiser les actions et initiatives novatrices reprises dans le chronogramme d'activités nationales et sous – régionales en vue de la mise en œuvre du processus;
- Encourager les études nationales sectorielles sur l'application des législations forestières et la bonne gouvernance au niveau national et sous – régional.;
- Convoquer une réunion des Ministres des Finances et des Forêts pour les sensibiliser à nouveau sur le processus;
- Faciliter la signature effective et à très court terme de l'AVP entre les Administrations et l'Union Européenne

5. Perspectives

En vue de la mise en œuvre efficace du contenu de la Déclaration AFLEG. Il importe entre autres :

- d'intensifier les séances de sensibilisation des différents intervenants dans le domaine des forêts;
- de veiller à l'implication de la population dans la gestion des questions forestières;
- de mettre sur pied des mécanismes de financement durables capables de renforcer et de restructurer les systèmes de contrôle actuels et futurs
- de renforcer les capacités des populations locales et autochtones et leur implication effective dans la gestion durable de ressources forestières;
- Mettre sur pied des mécanismes novateurs de recherche de financement;
- Créer une plate-forme de concertation de toutes les parties prenantes dans la conservation et la gestion durable pour une meilleure lisibilité et transparence dans la prise des décisions au niveau de la sous- région.

Par ailleurs, il devient de plus en plus manifeste que la lutte contre l'exploitation illicite des forêts, du commerce qui est associé, la promotion de la bonne gouvernance ainsi que l'application de la législation forestière constituent des priorités.

6. Références bibliographiques

a) Documentation spécifique

1. Déclaration Ministérielle de Yaoundé, *Conférence Ministérielle sur l'application des législations forestières et la gouvernance en Afrique* (AFLEG), 13 -16 octobre 2003 et son plan d'action
2. TDR's des consultants
3. Document projet de la facilitation du suivi du processus de l'application des législations forestières et la gouvernance en Afrique (AFLEG)
4. Document sur le processus de préparation de la société civile et du secteur privé en vue de leur participation à la Conférence Ministérielle AFLEG.
5. Rapport des ateliers sous-régionales sur l'implication de la société civile et du secteur privé dans la mise en œuvre de la Déclaration Ministérielle relative au processus AFLEG et en vue de leur participation au deuxième sommet des Chefs d'Etats d'Afrique, Brazzaville, 2005
6. Document résolution du deuxième sommet des Chefs d'Etats d'Afrique Centrale sur la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers, Brazzaville, 05 Juin 2005
7. Traité de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale, Brazzaville, juin 2005
8. Plan de Convergence de la COMIFAC
9. Contribution à l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT) , Assitou Ndinga Avril 2005
10. Le plan d'action FLEGT ;
11. Textes législatifs et réglementaires nationaux

b) Documentation générale

1. Situation des Forêts du monde , FAO , 2005
2. *Fonds de Nations – Unies pour la population*, Rapport annuel 2004
3. PNAE, Les trois piliers de la durabilité. Laval, L'Harmattan, avril 2001, 268p
4. Rapports nationaux
5. Commission des communautés Européennes; application des réglementations forestières, gouvernance et Echanges Commerciaux (FLEGT), doc. cons.(2003), Bruxelles , le 21.5.2003

c) Sources orales (enquête et entretien avec les parties prenantes)